Votre Publicité à Mini-prix

À partir de :
39 $ (N & B)
et ...
49 $ (Couleur)
Pour 1/8 de page

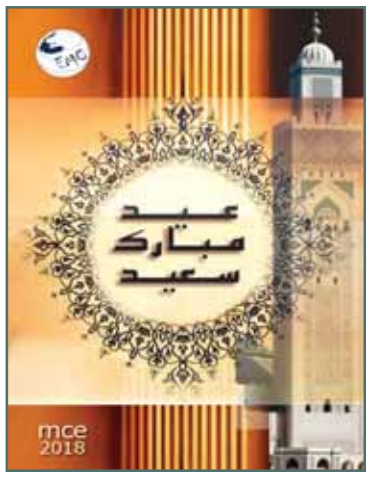
Pour plus d'infos:
Tél. : 514-576-9067
Courriel :
contact@elfouladi.com

(* Pages internes avec 12 parutions minimum)

MAGHREB CANADA EXPRESS

16ème année, Vol. XVI, N° 08 www.maghreb-canada.ca Tél. : 514-576-9067 contact@elfouladi.com

BESOIN D'UNE HYPOTHÈQUE ?
CONTACTEZ-NOUS
BADRE IZOUGGAGHEN
Courtier Immobilier Hypothécaire Agréé
Cell.: 514 991-7738
Courriel : badre@mtgcentr.com
514-990-0391
10345 Papineau suite 220,
Montréal, QC, H2B 2A3
Une Façon intelligente d'obtenir une hypothèque
VISION HYPOTHÈQUE



VOTRE PUBLICITÉ ICI
Pour un prix minimum et une portée maximum

Appelez au
514-576-9067
Ou envoyez-nous un Courriel
(info@maghreb-canada.ca)

Attraction et intégration des personnes immigrantes

Québec octroie plus de 220 000 $ au Carrefour jeunesse-emploi de Beauce-Sud

Dans le but d'attirer et d'assurer l'établissement durable d'un plus grand nombre de personnes immigrantes et celles issues de la diversité, le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI) accorde un soutien financier de plus de 220 000 $ au Carrefour jeunesse-emploi de Beauce-Sud.

Le soutien financier annoncé par le député de Beauce-Sud, M. Paul Busque, au nom du ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion, M. David Heurtel, fait suite aux engagements pris par le gouvernement du Québec dans le cadre du Forum sur la valorisation de la diversité et la lutte contre la discrimination. Il s'inscrit également dans les mesures du Plan économique du Québec 2018-2019 dans lequel un investissement de plus de 200 M$ a été annoncé pour l'intégration et la francisation des personnes immigrantes et de celles issues de la diversité.

Devant la croissance économique la plus forte des 15 dernières années et un faible taux de chômage historique, et considérant que plus de 1,3 million d'emplois seront à pourvoir d'ici 10 ans au Québec, l'immigration est l'une des solutions pour assurer le développement de nos régions et soutenir le développement économique de nos entreprises.

Faits saillants

- L'investissement de 220 240 $ du MIDI est réparti de la façon suivante :
  - Une somme de 180 580 $ est offerte dans le cadre du Programme Mobilisation-Diversité afin de :
    - soutenir des projets novateurs issus de la mobilisation et de la concertation locale pour l'attraction et la rétention de la main-d'œuvre immigrante en région;
    - mieux cerner les besoins du milieu et les actions à entreprendre pour attirer un plus grand nombre de personnes immigrantes et assurer leur établissement durable;
    - favoriser la régionalisation de l'immigration et ainsi contribuer concrètement à l'établissement durable de personnes immigrantes hors de la région métropolitaine de Montréal.
- Une somme de 39 660 $ s'inscrit dans le cadre de la dernière année d'une entente triennale du Programme Réussir l'intégration. Cette subvention permettra au Carrefour jeunesse-emploi de Beauce-Sud de poursuivre ses activités de soutien à l'installation et à l'intégration des personnes immigrantes. Cette aide couvre la période du 1er juillet 2018 au 30 juin 2019.

Mission de Carrefour jeunesse-emploi de Beauce-Sud

Selon son site WEB, e Carrefour jeunesse-emploi de Beauce-Sud offre divers services aux jeunes adultes de 16 à 35 ans afin d'améliorer leurs conditions de vie et de les accompagner dans leur cheminement socioprofessionnel vers l'obtention d'un emploi, le choix d'une carrière ou la découverte d'une passion.

Source : d'aprèes un Communiqué du MIDI.

Vivre-Ensemble

Élections provinciales : Les communautés ''Punching Bag'' sont fatiguées

Par Abderrahman El Fouladi

Surfer sur la vague de la peur à l'encontre de l'immigration semble profitable pour une certaine classe politique. Et pour cause ! Cette peur de l'autre semble s'exacerber au fil des ans au point que maintenant (et selon un récent sondage) presque la moitié de la population canadienne (49%) souhaite une baisse du seuil de l'immigration.

Historiquement, cette peur de l'Autre, avait failli, en 2007, faire d'un certain Mario Dumont un Premier ministre du Québec malgré lui et... elle avait surtout dessaoulé bon nombre parmi les néo-canadiens qui croyaient qu'il suffirait de réussir son examen de citoyenneté pour devenir citoyen à part entière !

Après l'euphorie, la gueule de bois

Déjà en mars 2007, nous avions écrit ce qui suit :

Mario Dumont avait dit tout haut ce que bon nombre de québécois de souche semblent murmurer tout bas... par ignorance de l'autre et par la faute à cet ''autre'' qui semble croire que plier l'échine lui permettra d'éviter de se déraciner sous le souffle de la tempête.

Or la tempête est là pour rester tant et aussi longtemps que nous l'alimentions par notre silence et par notre inaction contre ceux qui s'improvisent nos porte-parole parmi des leaders religieux aussi bien que parmi ceux et celles qui se proclament laïques ou musulmans modérés.

Quant à nos racines, elles ont déjà été arrachées le jour où nous avions décidé d'immigrer. Et du coup, nous sommes devenus étrangers parmi ceux et celles qui nous avaient vu naître et grandir: Nos enfants avec leur accent québécois sont devenus des objets de curiosité quand ils ne deviennent pas tout simplement sujet à moquerie provoquant rire et délire!

Se taire et laisser faire les extrémistes de tout bord fera de nous des apatrides sinon des assimilés. Jamais des intégrés dans le sens de ces valeurs québécoises et canadiennes qui nous ont tant séduits au point de venir élire domicile dans ce pays.

Onze ans après, la question de l'immigration divise plus que jamais les canadiens

La peur grossit entre la population , et les derniers débordements de demandeurs d'asile à la frontière canado-américaine ne sont pas là pour arranger les choses: Le Premier ministre fédéral se trouva sur la sellette. Et quand il fut interpellé (le 16 août 2018) par une dame affiliée, semble-t-il, à un groupuscule identitaire sur la question, sa réplique " *Madame, votre racisme n'a pas de place ici''* lui attira maintes reproches... Y compris de la part de certains de ses alliés qui veulent qu'il garde ''la tête froide''

Or voilà que le débat sur l'immigration qui promet de s'enflammer une fois de plus (à l'approche des élections provinciales québécoise) avec François Legault qui veut MAINTENANT devenir Premier ministre, du moins si on se réfère à son slogan de campagne électorale ''Maintenant'' et à sa réponse à Mario Dumont (ce 21 août 2018) qui lui demanda s'il tient toujours à renvoyer des immigrants chez eux..

M. Legault persiste et signe : Ceux parmi les immigrants qui ne réussissent pas un test de français ainsi qu'un test sur les valeurs québécoises avant 3 ans, se verront tôt ou tard montrer la porte de sortie.

Qu'en est-il de notre communauté dans tout cela ?

Bon nombre des membres de cette communauté note avec inquiétude la qualification des valeurs mises de l'avant de ''valeurs québécoises'' au lieu de ''valeurs universelles des droits de la personne'' par exemple. Et de se demander si le prétexte d'intégration ne cache pas une volonté d'assimilation inconditionnelle des nouveaux arrivants d'abord; de ceux et celles qui les ont précédé ensuite.

Cette inquiétude, voire cette peur, chez les membres de cette communauté est en train de s'exprimer à travers une ghettoïsation politique au sein d'un seul parti (un parti-refuge) au lieu de voir nos candidats refléter la diversité du paysage politique québécois.

M. Couillard lança ce matin , peut-être à la blague, que le slogan ''Maintenant'' de M. Legault voudrait dire ''Maintenant la chicane''.

Des centaines d'immigrants (d'êtres humains venus chercher un avenir pour leurs enfants au Québec) n'ont pas envie de rire; occupés à dompter la peur que maintenant , ils vont vivre l'inquiétude et l'incertitude au Quotidien.

Il serait peut-être temps de se regarder dans un miroir car, plus qu'un examen sur des valeurs, ce serait tout un examen de conscience que certains ont besoin de se passer.

© Une production

LES ÉDITIONS MAGHREB CANADA

"D'un Continent à l'autre"

www.maroc-canada.ca
ou
www.maghreb-canada.ca

ISSN 1708-8674

Dépôt légal: 2550843

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Abderrahman EL FOULADI
contact@elfouladi.com
Tél: 514-576-9067

INFORMATION / PUBLICITÉ

Tél : 514-576-9067
info@maghreb-canada.ca

CHRONIQUEURS

Mustapha Bouhaddar, Écrivain (France)
Ahmed Saber diplomate à la retraite (Maroc)
Pr. Moha Ennaji (Maroc)
Dr Mraizika Mohammed, (France)

ÉDITORIALISTE

A. El Fouladi

IMPRESSION:

Hebdo Litho, Saint-Léonard (Montréal)

Maghreb Canada Express est un mensuel gratuit publié au Canada depuis le 1ier juillet 2003. Il est le seul de sa catégorie à être distribué aussi bien à Montréal et ses environs que dans la ville de Sherbrooke (Estrie), depuis sa fondation en juillet 2003.

Maroc Canada Info

Édition électronique du Journal "Maghreb Canada Express" "D'un Continent à l'autre"

www.maghreb-canada.ca ou maroc-canada.ca ou maroc-canada.info

Présence québécoise en Afrique

Le Québec ouvre une première délégation générale à Dakar, au Sénégal

Le Conseil des ministres a entériné ce 15 août 2018 l'Entente d'établissement de la Délégation générale du Québec à Dakar (DGQD) conclue avec la République du Sénégal. Par cette action, il a officialisé le rehaussement du statut de son poste en sol sénégalais au plus haut niveau de représentation de l'État québécois à l'étranger, une première sur le continent africain.

Ouverte depuis le printemps 2016, la représentation a pour mission de développer les relations politiques et économiques avec le Sénégal et les autres pays qu'elle couvre, soit le Bénin, le Burkina Faso, le Cap-Vert, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Togo et la Gambie. La DGQD couvrira aussi, désormais, le Cameroun et le Gabon, pays porteurs d'occasions.

Ainsi, à l'aide de ressources additionnelles, en plus des affaires publiques et institutionnelles, la nouvelle DGQD favorisera la promotion de l'expertise québécoise et appuiera le développement et le maintien des liens en matière d'éducation, de culture, de coopération et de Francophonie. La représentation a également renforcé son équipe économique afin de soutenir un plus grand nombre d'entreprises souhaitant développer des échanges commerciaux avec ce pays en forte croissance et la sous-région.

Younes Mihoubi, Photo DR

Le Conseil des ministres a également procédé à la nomination de l'actuel directeur du Bureau du Québec à Dakar, Younes Mihoubi, au poste de délégué général du Québec à Dakar. M. Mihoubi a auparavant occupé le poste de sous-ministre adjoint au ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion de 2013 à 2016 et dirigé le Bureau d'immigration du Québec à Hong Kong de 2012 à 2013.

Rappelons que la représentation du Québec a obtenu une reconnaissance officielle de la part des autorités sénégalaises et jouit de facilités et de privilèges qui lui permettent de mener à bien sa mission dans les meilleures conditions.

Faits saillants

- En 2017, les exportations du Québec vers le Sénégal se chiffraient à 31,8 M$, une hausse marquée par rapport à 2013, alors qu'elles étaient de 4,6 M$.
- Le Sénégal est le deuxième client du Québec en Afrique de l'Ouest et le quatrième en Afrique subsaharienne.
- Il présente une économie vigoureuse qui a connu une croissance de 6,8 % en 2017.
- En 2017-2018, le Programme de coopération climatique internationale a soutenu des projets en réduction des gaz à effet de serre et en adaptation climatique en Afrique à hauteur de près de 6,3 M$, dont 700 k$ au Sénégal.
- En 2018-2019, l'effort de solidarité du Québec s'est élevé à 2,1 M$ en Afrique et à près de 900 k$ au Sénégal, principalement dans les domaines suivants : activités génératrices de revenus, agriculture, environnement, gouvernance et société civile, services sociaux et santé.
- Depuis 1995-1996, l'effort québécois en solidarité internationale s'est élevé au total à 46,9 M$ pour l'Afrique et à 5,6 M$ pour le Sénégal.
- Depuis 2016, un appel à projets Québec-Sénégal annuel a été mis sur pied afin de renforcer les relations entre organisations et institutions de la société civile des deux États :
- quatre axes de coopération sont retenus, soit la participation économique et sociale des femmes et des jeunes, l'agroalimentaire, l'énergie et la culture;
- près de 100 k$ qui ont été accordés à 16 projets.

Soulignons que « la Délégation générale du Québec à Dakar (DGQD) assure une présence gouvernementale permanente auprès des dirigeants du Sénégal et travaille sur place à développer des relations politiques et multisectorielles à long terme avec ce pays »

Selon sa page WEB, la DGQD fait la promotion de l'expertise québécoise dans des secteurs prioritaires pour le Sénégal et les autres pays francophones et lusophones de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest ainsi que pour la Gambie, le Gabon et le Cameroun. À ce titre, les secteurs qui font l'objet d'une promotion particulière sont les infrastructures et les transports, la protection de l'environnement, l'agriculture, l'éducation et la formation technique et professionnelle, la culture, la coopération et la Francophonie, le renforcement institutionnel et la modernisation de l'État. La Délégation générale du Québec à Dakar favorise la réussite des entreprises et des organisations québécoises qui souhaitent se tailler une place ou renforcer leur position sur le territoire couvert en appuyant de façon continue leurs démarches auprès des autorités des pays concernés.

La DGQD couvre les Pays francophones et lusophones membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), soit Sénégal, Bénin, Burkina Faso, Cap-Vert, Guinée, Guinée-Bissau, Mali, Niger et Togo. Le Cameroun, le Gabon et la Gambie sont également couverts par la Délégation générale du Québec à Dakar.

Sources : CNW Telbec/ et www.international.gouv.qc.ca/fr/dakar

VOL AU DESSUS D'UNE PAGE FACEBOOK

Toponymie

La Ville de Montréal nommera une rue en l'honneur de Thérèse Lavoie-Roux

La Ville de Montréal annonce que le nom de madame Thérèse Lavoie-Roux a été retenu par le comité de toponymie dans le cadre de l'opération Toponym'Elles, et qu'une avenue dans l'arrondissement d'Outremont portera désormais son nom.

La nouvelle voie publique sera comprise entre les avenues McEachran, à l'ouest, et Durocher, à l'est. En 2019, cette avenue sera prolongée jusqu'à l'avenue du Parc, dans l'arrondissement Rosemont–La Petite-Patrie. Actuellement en construction sur l'ancienne gare de triage d'Outremont, elle constituera l'axe principal traversant le nouveau quartier du site Outremont et ses abords.

Thérèse Lavoie-Roux (1928-2009) est née à Rivière-du-Loup. Elle a été une figure importante sur la scène publique montréalaise, québécoise et canadienne. Fortement associée à l'Université de Montréal, elle a été professeure à l'École de service social, chargée de cours à l'École de réhabilitation ainsi qu'à l'Institut Marguerite-d'Youville.

De 1969 à 1976, elle occupe plusieurs postes au sein de la Commission des écoles catholiques de Montréal (CECM). Elle y est commissaire et vice-présidente, puis présidente de 1970 à 1976, et ce, dans une période de grands changements liés à la Révolution tranquille. Soulignons qu'il s'agit de la première femme nommée à ce poste, alors que seuls des hommes y étaient admis auparavant. Sous sa gouverne, la Commission des écoles catholiques de Montréal multiplie les classes d'accueil pour les immigrants tout en étant un acteur important dans les efforts de francisation de la métropole. Elle devient ministre de la Santé et des Services sociaux dans le cabinet de Robert Bourassa de 1985 à 1989 et a été membre du Sénat du Canada de 1990 à 2001.

La Ville de Montréal est fière de faire en sorte que des femmes qui ont été des pionnières soient associées à Montréal. Rappelons que Toponym'Elles est une banque toponymique féminine. Cette démarche vise à augmenter la représentation des femmes dans la toponymie montréalaise.

Source : Youssef Amane, Attaché de presse du comité exécutif, Cabinet de la mairesse et du comité exécutif.

Votre annonce dans ce format optimisé à partir de seulement:

- **12,99 $ + Tx** (*N & B*)
- **17,99 $ + Tx** (*Couleur*)

Consulat Général du Royaume du Maroc Montréal

القنصلية العامة للمملكة المغربية مونتريال

Annonce

Assistance juridique aux ressortissants marocains

Dans le cadre de l'amélioration de ses préstations consulaires, le Consulat Général du Royaume du Maroc à Montréal a le plaisir d'inviter la communauté marocaine établie au Canada à bénéficier du contrat de la consultation jridique, signé avec Maitre Gabrielle Azran.

Les rencontres avec Me Gabrielle Azran permettront d'offrir les conseils et les orientations juridiques appropriés aux ressortissants marocains afin d'entreprendre, en cas de litige, les démarches qui s'imposent auprès des autorités comptétentes au Canada. Les conseils juridiques concerneront les domaines du droit civil, du droit de la famille, du commerce et de l'immigration.

Toute personne intressée par ce service, mis en place par le Consulat, est invitée à contacter Me Gabarielle directement au n° de téléphone 514 499 2010, poste 25 en vue de convenir d'un rendez-vous, afin de profiter d'une consultation juridique sans frais.

Les consultations auront lieu au siège du Consulat et sont programmées, au titre du deuxième semestre de l'année 2018, comme suit:

03-09-24-31 août
14 - 28 septembre
12-26 octobre
09 - 23 novembre
07 - 21 décembre.

2192. René Lévesque Ouest. Montréal. Qc. H3H 1R6. Tél. (514) 288-8750/288-6951
Fax : 288-4859. Site Web : www.consulatdumaroc.ca . e-mail : consumam@videotron.ca

Économie

Diminution de 2,5 % des exportations internationales de marchandises du Québec en mai 2018

QUÉBEC, le 25 juill. 2018 /CNW Telbec/ - Les exportations internationales de marchandises du Québec, désaisonnalisées, en dollars constants, diminuent de 2,5 % en mai 2018 par rapport au mois précédent (- 3,4 % en avril 2018). C'est ce que révèle l'information diffusée aujourd'hui par l'Institut de la statistique du Québec sur le commerce international de marchandises.

Les principaux produits qui ont contribué à cette baisse sont les minerais et les concentrés de fer (- 27,3 %), les machines pour le commerce et les industries de services (- 55,9 %) et les aéronefs (- 13,1 %).

Par contre, les exportations québécoises du groupe des autres produits chimiques inorganiques de base (+ 27,8 %), des produits de la mer préparés et emballés (+ 218,8 %) et des graines oléagineuses excluant le canola (+ 159,9 %) ont connu les hausses les plus importantes en mai.

Au cours des cinq premiers mois de 2018, comparativement à la même période de l'année précédente, les exportations internationales de marchandises du Québec en dollars constants ont connu une progression de 2,0 %.

Augmentation de 6,9 % des importations internationales de marchandises du Québec en mai 2018

Les importations internationales de marchandises du Québec, désaisonnalisées, en dollars constants, augmentent de 6,9 % en mai 2018 par rapport au mois précédent (- 4,6 % en avril 2018).

Les principaux produits qui ont contribué à cette hausse sont l'essence à moteur (+ 88,6 %), le diesel (+ 345,5 %) et le carburant pour réacteurs (+ 155,9 %).

Toutefois, les importations québécoises du groupe des lubrifiants et des autres produits pétroliers raffinés (- 89,9 %), de mazout léger (- 100,0 %) et de navires (- 99,6 %) ont diminué en mai.

Au cours des cinq premiers mois de 2018, comparativement à la même période de l'année précédente, les importations internationales de marchandises du Québec en dollars constants ont connu une progression de 8,0 %.

La situation au Canada

Selon les informations publiées par Statistique Canada le 6 juillet dernier, une baisse de 1,1 % des exportations canadiennes de marchandises, désaisonnalisées, en dollars constants, a été observée en mai 2018 par rapport au mois précédent. Les importations canadiennes de marchandises ont, pour leur part, augmenté de 1,0 % en mai.

Au cours des cinq premiers mois de 2018, comparativement à la même période de l'année précédente, les exportations de marchandises du Canada ont connu une diminution de 1,2 %, alors que les importations canadiennes de marchandises ont augmenté de 6,2 %.

L'Institut de la statistique du Québec produit, analyse et diffuse des informations statistiques officielles, objectives et de qualité sur différents aspects de la société québécoise. Il est le responsable de la réalisation de toutes les enquêtes statistiques d'intérêt général. La pertinence de ses travaux en fait un allié stratégique pour les décideurs et tous ceux qui désirent en connaître davantage sur le Québec.

Source : Institut de la statistique du Québec

Votre annonce dans ce format optimisé à partir de seulement:

- **12,99 $ + Tx** (*N & B*)
- **17,99 $ + Tx** (*Couleur*)

Exportations et importations internationales de marchandises[1]
(variation en pourcentage)

	2017	2018		
	Variation annuelle	Variation mensuelle		Variation cumulative[2]
		Avril	Mai	
Québec				
Exportations	2,2	- 3,4	- 2,5	2,0
Importations	3,6	- 4,6	6,9	8,0
Canada				
Exportations	2,2	0,8	- 1,1	- 1,2
Importations	5,1	-2,4	1,0	6,2

1. En dollars constants, aux prix de 2007, désaisonnalisées.
2. Cinq premiers mois de 2018 par rapport aux mêmes mois de 2017.

Sources : Institut de la statistique du Québec et Statistique Canada.

France

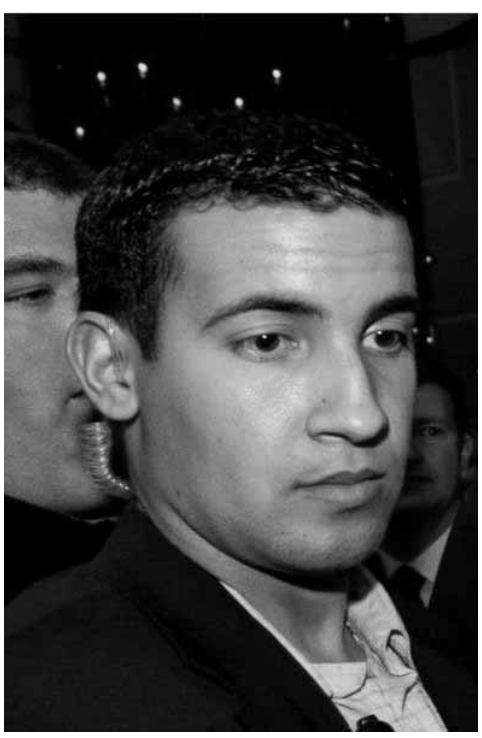
L'affaire Alexandre Benalla

Par Mustapha Bouhaddar

Cet été pour endormir les Français et les distraire, afin que les députés qui siègent dans l'hémicycle puissent passer leurs lois sans être inquiétés, l'affaire Benalla tombe à pic. Tous les journaux ne parlent que de ça. C'est devenu une affaire nationale !

Qui est Benalla ?

Depuis les révélations du Monde, le 18 juillet dernier, au sujet d'Alexandre Benalla, nombreux sont ceux qui cherchent à en savoir davantage sur l'ex-garde du corps d'Emmanuel Macron. Ce serait donc par sa mère qu'Alexandre Benalla aurait rejoint à 19 ans le Mouvement des jeunes socialistes. C'est là, en 2010, qu'il va faire la rencontre d'Éric Plumer, surnommé Jaurès, et ancien chef du service d'ordre du parti. C'est ce proche de François Hollande qui intronisera Alexandre Benalla auprès de Pascale Boitard, la secrétaire nationale du PS avant qu'il ne gravisse – rapidement – les échelons auprès de Martine Aubry ou Arnaud Montebourg notamment. Et ce, jusqu'au plus haut sommet de l'État où il semblait être devenu indispensable.



Alezandre Benalla

Photo: Wikimedia Commons

Alexandre Benalla a travaillé dès 2011 à la sécurité du PS, avant d'être nommé responsable de la sécurité du candidat Emmanuel Macron en 2016, puis adjoint au chef de cabinet du nouveau président. Un parcours émaillé de plusieurs incidents.

Une ascension fulgurante

Fin 2016, Alexandre Benalla trouve un point de chute auprès d'En Marche qui le nomme responsable de la sécurité du candidat Emmanuel Macron. Un poste pour lequel il est rémunéré 3 500 euros nets par mois, selon le quotidien Le Monde. Or, plusieurs incidents émaillent son parcours. En mars 2017, lors d'un meeting d'Emmanuel Macron, Alexandre Benalla soulève un photographe au-dessus du sol parce qu'il s'était trop approché du fondateur d'En Marche ! Et, lors de cette campagne présidentielle, le responsable de la sécurité aurait commandé «deux pistolets lanceurs de balles en caoutchouc, un Flash-Ball et des boucliers anti-émeutes», d'après les informations liées à la campagne publiées dans «MacronLeaks», citées par Le Monde. Des équipements qui auraient été refusés par la direction du mouvement.

Après avoir remporté la présidentielle, Emmanuel Macron promeut Alexandre Benalla au poste de chargé de mission, adjoint au chef de cabinet du président, François-Xavier Lauch. Depuis que l'affaire a éclaté, il a été mis à pied pendant 15 jours avec suspension de salaire et démis de ses fonctions en matière d'organisation de la sécurité des déplacements du président, selon le porte-parole de l'Elysée, Bruno Roger-Petit.

Une accusation discutable

Au lendemain des révélations du Monde, un jeune militant communiste de 27 ans a accusé Alexandre Benalla de l'avoir frappé en 2016. Le jeune homme se trouvait sur les lieux d'un meeting d'Emmanuel Macron dans un atelier automobile à Bobigny le 16 novembre 2016, où il annonçait sa candidature à la présidentielle.

Les faits rapportés par Buzzfeed font état d'une discussion avec les forces de sécurité présentes, Alexandre Benalla et un de ses collègues, qui ont ce jour-là empêché le jeune militant d'entrer dans la salle où se trouvait l'ancien ministre de l'Economie, alors qu'il demandait à lui poser une question.

Non seulement les deux hommes l'en ont empêché mais ils l'ont ceinturé et l'ont expulsé, selon le témoignage du jeune homme. «Lorsqu'ils m'ont attrapé, j'ai crié car je ne comprenais pas pourquoi je n'étais pas autorisé à entrer dans la salle.

Ils m'ont ensuite emmené dans un couloir et c'est là qu'ils m'ont frappé», a-t-il affirmé à Buzzfeed. «Alexandre Benalla m'a donné un coup sur la tête et une béquille. Son collègue aussi m'a frappé à la tête. Il n'y avait rien qui justifiait cela, je n'étais pas violent. Une fois dehors, j'ai crié "allez-y, frappez-moi devant tout le monde"», a expliqué le militant.

La scène d'expulsion de la salle, relayée par Buzzfeed, a été filmée par un autre militant, tandis que le reste de l'altercation aurait échappé aux regards, selon le jeune malmené.

La chute

Benalla est, depuis le 19 juillet, visé par une enquête préliminaire ouverte par le parquet de Paris, notamment pour "violences par personne chargée d'une mission de service public" et "usurpation de fonctions", après la diffusion d'images le montrant, grimé en policier, molestant un manifestant lors d'une manifestation le 1er-Mai à Paris.

La sanction que lui a infligée l'Elysée deux jours après les faits paraît sans commune mesure avec la gravité de ses actes : une mise à pied de quinze jours avec suspension de salaire et une réaffectation à un poste moins prestigieux... mais toujours au Palais. Lundi soir, par exemple, Benalla accompagnait l'équipe des Bleus sur les Champs-Elysées. On a déjà vu des "placards" plus sombres. Ce n'est que ce vendredi 20 juillet, 36 heures après les révélations du "Monde", que l'Elysée a annoncé avoir engagé une procédure de licenciement.

Témoignages

Je ne peux pas m'empêcher de m'interroger : Pourquoi tout ce pataquès sur une affaire ordinaire et banale ?

Car comme le montre les témoignages ci-dessous, des personnalités qui ont côtoyé Benalla, ce dernier est loin d'être le monstre que nous décrit la presse.

Contactée par "l'Obs", Martine Aubry se souvient :

"C'était un membre du service d'ordre, pas mon garde du corps car je n'en ai jamais eu. C'était un jeune homme plutôt réservé qui m'avait dit qu'il avait repris des études de droit."

Quand la maire de Lille perd la primaire, Benalla se rapproche de l'équipe d'Arnaud Montebourg. "C'était un mec plutôt dynamique, qui était venu nous voir, nous dire qu'il nous aimait bien", se souvient un Montebourgeois.

Un ancien du SO se souvient

"Alex est un mec bien, gentil, loyal pour son patron, sur qui tu peux compter. J'ai toujours continué à être en contact avec lui."

Un de ses anciens camarades confirme...

"C'était une tête bien faite, qui semblait capable de pouvoir résister à la mise en valeur excessive de la virilité que peut offrir ce genre de poste."

Je pense sincèrement que le tort de Benalla, est d'être proche du Président de la République, et le fait qu'il soit d'origine marocaine ne plait pas aux communs des mortels CQFD.

Votre annonce dans ce format optimisé à partir de seulement:

- **12,99 $ + Tx** (*N & B*)
- **17,99 $ + Tx** (*Couleur*)

Publicité...

Donnez à votre enfant un avantage sur le plan scolaire et au-delà !
Kumon aide à accélérer l'apprentissage des enfants en mathématiques et en anglais, et ce, dans le cas des enfants d'à peine 3 ans jusqu'au secondaire.
Centre de maths et d'anglais Kumon d'Anjou
7275 rue Sherbrooke E, local 10 (Place Versailles)
514-709-8886 • anjouqc@ikumon.com
KUMON

BESOIN D'UNE HYPOTHÈQUE ?
CONTACTEZ-NOUS
BADRE IZOUGGAGHEN
Courtier Immobilier Hypothécaire Agréé
Cell.: 514 991-7738
Courriel : badre@mtgcentr.com
514-990-0391
10345 Papineau suite 220,
Montréal, QC, H2B 2A3
Une Façon intelligente d'obtenir une hypothèque
VISION HYPOTHÈQUE
Agence hypothécaire

CONSEILSTAXES
IMPÔTS, FISCALITÉ ET TAXES À LA CONSOMMATION
YOUSSEF EL ARIBI, M.FISC
MAITRE EN FISCALITÉ
E-MAIL : YOUSSEF.ELARIBI@CONSEILSTAXES.COM
LAVAL : 514 806 1641
SHERBROOKE : 819 674 1641
BUREAU :400, BOUL. CURÉ-LABELLE,SUITE 204,LAVAL,QC, H7V 2S6

ÉCOLE DES CHAMPIONS OLYMPIQUES DE TAEKWONDO
ÉCOLE DES CHAMPIONS OLYMPIQUES DE TAEKWONDO
20% DE RABAIS
INSCRIVEZ-VOUS ET GAGNER
VOTRE UNIFORME GRATUIT !
514.721.8173
WWW.ECOTAEKWONDO.COM

voyages t.a.m
Plus de 30 ans à votre Service
Merci pour votre Fidélité
Prix imbattables vers:
Casablanca, Alger, Oran,
Tunis, Beyrouth,
Abidjan, Dakar,
Nouakchott, Libreville !
1118, Ste-Catherine O. Bureau 505 (Métro Peel)
Téléphone: (514) 878-9547
Sans frais: 1-877-353-6888
terratours
PARTEZ EN CONFIANCE
http://www.terratours.ca/

Votre Publicité à Mini-prix

TARIF FIDÉLITÉ
***1/8 de page**
À partir de 39$ (N et B)
et 49$ (Couleur)
Mieux qu'une carte d'affaire !!!

TARIF FIDÉLITÉ
***1/4 de page**
À partir de 69$ (N et B)
et 99$ (Couleur)

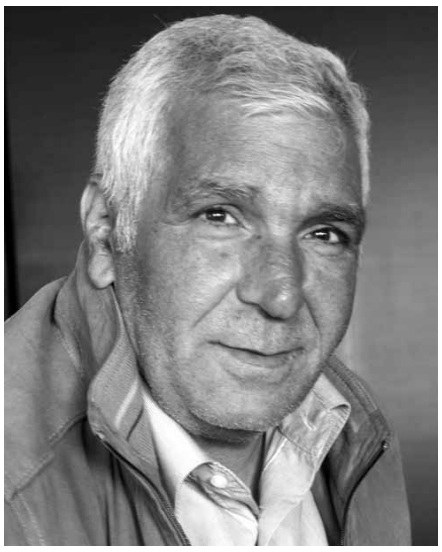
TARIF FIDÉLITÉ
***1/2 page**
À partir de 135$ (Noir et Blanc)
et 189$ (Couleur)
***1 page entière :**
À partir de 259$ (Noir et Blanc)
et 359$ (Couleur)

Pour plus d'infos ou pour une soumission :
Journal Maghreb Canada Express
Tél. : 514-576-9067
Courriel : contact@elfouladi.com

(* Pages internes avec 12 parutions minimum)

Maroc : Projet de réforme de la retraite des députés

Un débat absurde qui en a fait tomber des masques !



Par Ahmed Saber

Fortement soutenue par le Parti de l'Istiqlal (PI), parti de l'opposition, la coalition gouvernementale dirigée par le PJD (Parti Justice et Développement) a tenté vainement de faire passer, en juillet dernier, un projet de loi, fort controversé, portant sur la réforme du régime de retraite des parlementaires. La majorité gouvernementale n'a pu donc arriver à arracher un consensus qui leur permettrait de faire adopter cette proposition de réforme avant la clôture de la deuxième session parlementaire, au titre de l'année législative 2017/2018. L'intransigeance et la position défavorable adoptée par le PAM (Parti Authenticité et Modernité), qui représente la principale force d'opposition au sein de la Chambre des Représentants, ont bloqué ce projet qui semble battre de l'aile.

En effet, après avoir présenté officiellement, le 17 janvier 2018, un projet de loi visant l'abrogation de la Loi 92.24 portant création du régime de retraite des députés, et partant la suppression pure et simple de ce système après le remboursement total des cotisations versées par les députés , plusieurs membres du groupe parlementaire du PJD ont fini par céder aux multiples et fortes pressions exercées par les autres membres de la majorité gouvernementale, appuyés par le Parti de l'Istiqlal(PI), et accepter , par voie de conséquence, de cautionner une nouvelle formule(réforme) pour maintenir en vie ledit régime. A cet égard, il sied souligner que la majorité écrasante des membres influents au sein du PI aurait toujours « milité », sans le dire ouvertement, pour la préservation, voire le renforcement des privilèges et de la rente politique. Selon certains observateurs avertis, le soutien du PI à cette initiative était prévisible et concevable puisqu'il cadre parfaitement avec les vraies convictions et les intérêts non déclarés de plusieurs militants au sein du PI, et d'autres partis politiques au Maroc.

Le PAM, la principale force de l'opposition qui traverse une période des plus difficiles, continue à surfer sur les principes « de la sauvegarde et de la préservation des fonds publics » et ce, pour justifier son refus de valider l'offre faite par les partis de la majorité gouvernementale. Pour le moment, le PAM qui veut se montrer intraitable, refuse de cautionner tout projet de réforme appelant l'Etat à mettre la main à la poche pour secourir un régime déficitaire par nature. En d'autres termes, le PAM soutiendrait l'idée selon laquelle la contribution de l'Etat et le recours aux deniers publics et à l'argent du contribuable pour repêcher le régime de la retraite des parlementaires serait une ligne rouge à ne pas dépasser. En adoptant cette position négative diamétralement opposée à celle prônée par les groupes parlementaires de la coalition gouvernementale et celui du PI, le PAM voudrait s'imposer comme l'interlocuteur principal et incontournable du gouvernement et un acteur déterminant qui détient toutes les clés pour verrouiller ou faire dégager un consensus sur cette épineuse question, car il sait pertinemment que la proposition de la coalition gouvernementale compte beaucoup sur les cotisations et l'apport de l'Etat. Le recours éventuel du PAM à la Cour Constitutionnelle pour demander l'annulation de ce projet de loi, au cas où la majorité parvenait à le faire adopter, ainsi que le non respect de la procédure législative qui précise le circuit et les étapes par lesquels doit passer un projet de loi avant d'être soumis à la Commission des Finances de la Chambre des Représentants, ont contraint les groupes parlementaires de la coalition gouvernementale et le PI à retirer ce projet de la Commission des Finances pour le déposer auprès du bureau qui se chargera de le faire acheminer par le circuit habituel, en parfaite conformité avec la procédure en vigueur. Malgré cette farouche opposition du PAM, le Parti de l'Istiqlal et les membres de la coalition gouvernementale n'ont pas perdu espoir et comptent toujours sur un éventuel infléchissement de la position du PAM et celle des députés récalcitrants. Evidemment, la position actuelle du PAM, qu'il convient de saluer, doit être confortée par des actes tangibles car, il parait que la préservation et la bonne utilisation des deniers publics figurent parmi les derniers soucis de plusieurs membres du parti.

La réaction des deux députés de la Fédération de la Gauche Démocratique(FGD) était concise et on ne peut plus claire. Le mandat du parlementaire « n'est pas une profession (un métier) devant donner lieu à un salaire et partant à une pension de retraite ». C'est tout, la question est close, un point à la ligne.

Soumis à une forte pression qui serait exercée par le chef du parti, entres autres, le groupe parlementaire de l'Union Socialiste des Forces Populaires (USFP) a appelé à la tenue d'une session parlementaire extraordinaire entièrement dédiée à l'examen et à l'adoption du projet de réforme de la retraite des députés. Ainsi, l'USFP décide d'accorder aux députés un peu plus de temps de réflexion et espère que certains députés puissent revoir leur position hostile et œuvrer pour arriver à faire évoluer positivement la question afin d'aboutir une solution consensuelle.

Le double discours des hommes et des femmes politiques

Le débat houleux sur le projet de réforme du régime de retraite des députés a fait tomber des masques et a fourni des preuves accablantes

À suivre page 11

Les groupes parlementaires de la coalition gouvernementale, soutenus par celui du PI ont présenté un projet à l'effet d'abroger la loi 92.24 portant création de la caisse de retraite des députés. Le projet en question qui ambitionnerait de sauver ce système de la faillite sans recourir aux fonds publics, est axé sur 3 principaux paramètres à savoir :

1. La pension ne sera versée qu'à partir de l'âge de 65 ans et non immédiatement après la fin du mandat parlementaire, comme c'est le cas en vertu de la loi 92.24

2. La pension mensuelle versée aux anciens députés sera réduite à 700 Dhs pour chaque année législative, au lieu de 1000 Dhs.

3. Les cotisations des députés seront maintenues à leur niveau actuel (2900 Dhs)

Il sied de rappeler que depuis le mois d'octobre 2017, les anciens députés ne perçoivent plus leurs pensions. La Caisse Nationale de Retraite et d'Assurance (CNRA) qui gère ce régime a cessé de payer après avoir constaté l'impossibilité de maintenir ce régime structurellement déficitaire. La CNRA est un organisme rattaché à la Caisse de Dépôt et de Gestion (CDG).

La coalition gouvernementale actuelle est composée de 6 partis politiques à savoir :

- Le PJD (parti de Justice et Développement) , parti islamiste.
- Le RNI (Rassemblement National des Indépendants), parti dominé par les exportateurs et la haute bourgeoisie.
- Le MP (Mouvement Populaire), parti conservateur qui a toujours été contrôlé par les féodaux et les notables qui dominent le monde rural.
- Le PPS (Parti du Progrès et du Socialisme), ancien parti communiste marocain.
- L'USFP (Union Socialiste des Forces Populaires)
- L'UC (Union Constitutionnelle), parti très proche du RNI.

Maroc : Projet de réforme de la retraite des députés

Un débat absurde qui en a fait tomber des masques !

Suite de la page 10

sur le double langage tenu par la majorité des députés et des hommes politiques au Maroc. Lors des discussions entre eux et dans des salons fermés, ils défendent âprement leurs privilèges, leurs intérêts privés et les situations de rente politique dont ils bénéficient depuis des années. Par contre, durant les campagnes électorales et lors des rares discussions engagées avec la population, ils essaient de tenir un autre langage en recourant à un autre lexique pour défendre d'autres positions, sans en être réellement convaincus, qui en feront des hommes et des femmes intègres et honnêtes qui n'auraient qu'un seul et unique souci à savoir la défense des intérêts des couches démunies vivant dans la précarité ainsi que la lutte acharnée contre le gaspillage, la gabegie, la corruption, le clientélisme et la rente dans toutes ses formes…etc …

Lors de l'examen du projet de réforme du régime de retraite des députés par la commission des Finances de la Chambre des Représentants, un membre du PJD aurait évoqué le cas d'anciens parlementaires qui se trouveraient actuellement dans une situation de pauvreté et de besoin, après l'arrêt de paiement de leur pension depuis octobre 2017. Une déclaration qu'il s'est empressé de retirer une fois rendue publique. Le député en question aurait oublié que le parti qu'il représente n'a pu arriver au gouvernement que grâce à des milliers d'électeurs appauvris, qui ont été induits en erreur par un discours, qui s'est révélé faux et fallacieux, sur la nécessité d'engager une lutte acharnée et de longue haleine contre la pauvreté, la corruption et la rente politiques qui se dressent devant le développement socio- économique du pays.

Un autre député, membre du groupe parlementaire du PI a complètement raté sa sortie sur le sujet. Pour lui, plusieurs anciens parlementaires vivent dans une situation sociale difficile, ce qui les a obligés à faire sortir leurs enfants des écoles privées pour les inscrire dans des écoles publiques. C'est une déclaration maladroite qui reflète le niveau intellectuel et la formation politique des députés marocains, mais surtout, il s'agit d'une déclaration très grave qui pourrait amener tout un chacun à se poser mille et une questions sur le rôle de l'école publique (réservée aux pauvres) et la pertinence de la politique gouvernementale en matière d'éducation-formation du peuple. La déclaration est tout simplement une insulte gratuite à l'égard de l'école publique.

Ces deux déclarations ont provoqué une large vague d'indignation et de moqueries. Certains internautes ont même plaidé pour une collecte des fonds afin de venir en aide « aux parlementaires nécessiteux ». Les députés ont été, de ce fait, sujets à une risée populaire, entretenue sur les réseaux sociaux.

Un débat houleux sur une question très simple

Evidemment, ceux qui ont suivi de près ou de loin ce débat sur la réforme du régime des retraites des députés ont dû se poser des questions sur sa raison d'être et les arguments qui pourraient le justifient car, la question est très simple, claire et nette. En principe, c'est une affaire qui ne nécessite aucun débat et qui ne doit susciter aucune polémique. Pour la trancher, il suffit d'agir conformément aux principes fondateurs et à la philosophie des régimes des retraites, mis progressivement au moins après la seconde mondiale. Les systèmes de retraite prévoient le recours à deux modes de financement à savoir la répartition et la capitalisation. Dans un régime par répartition, les contributions (cotisations) que les actifs doivent verser servent directement au paiement des pensions des retraités. Contrairement au système par répartition, le système par capitalisation est fondé sur un autre principe selon lequel les cotisations versées par les actifs sont placées au nom de chaque cotisant. A la fin de la carrière professionnelle, les sommes ainsi accumulées sont restituées aux retraités sous forme d'une rente (capital)

Pour ce qui est des modes de fonctionnement, les systèmes de retraite sont généralement divisés en deux principales catégories. Le système contributif qui prévoit des pensions proportionnelles aux cotisations versées par les actifs durant toute leur vie professionnelle, et le système dit « redistributif »qui donne droit à des pensions indépendantes des montants des cotisations versées.

Enfin, il sied de rappeler que les cotisations sociales versées par les salariés et leurs employeurs constituent les deux principales sources de financement des systèmes de retraite de par le monde. Le volume des ressources disponibles à un moment donné dépend donc du cumul des cotisations acquittées par les salariés et leurs employeurs, des pensions versées et de l'importance des produits financiers des placements. Le mauvais emploi de l'excédent disponible à un moment donné et la diminution/dégradation continue du ratio actif/ retraité peuvent contribuer à exacerber la crise dont souffrent plusieurs régimes de retraite dans le monde.

Le député assume volontairement un mandat politique que lui a confié l'électeur en vertu d'un contrat moral conclu entre les deux parties. Il n'est pas un salarié. Evidemment, les députés ont entièrement le droit de créer une caisse de retraite, fixer les montants des cotisations à verser et déterminer les autres paramètres qui devraient garantir la viabilité du système mis en place à cet effet. Mais, demander l'apport de l'Etat est une aberration, car l'Etat n'est pas « l'employeur des députés ». L'Etat doit refuser tout appel lui demandant de verser des « cotisations patronales ». C'est pourquoi, un membre de la FGD n'a pas voulu perdre son temps et s'est contenté d'une réponse très brève, car la question est d'une simplicité indiscutable.

Principales dispositions de la loi 92.24 portant création du régime de retraite des députés.

Conformément à cette loi, les députés perçoivent une pension mensuelle dès la fin de leur mandat.

Celle-ci varie selon la durée du mandat :

-5000 Dhs à l'issue d'un mandat ;

- 7000 Dhs après deux mandats ;

- 9000 Dhs après trois mandats et plus

La cotisation mensuelle par parlementaire : 2900 Dhs.

Maroc Canada Info

Edition électronique du Journal "Maghreb Canada Express" "D'un Continent à l'autre"

www.maghreb-canada.ca ou maroc-canada.ca ou maroc-canada.info

Maroc : Discours royal à l'occasion de la commémoration du 65ème anniversaire de la Révolution du Roi et du peuple

Les jeunes et leur insertion professionnelle placés au cœur de la dynamique sociétale

Le discours royal à l'occasion de la commémoration du 65ème anniversaire de la Révolution du Roi et du peuple, dresse un diagnostic sans complaisance de la problématique de l'emploi des jeunes qu'il place au rang des priorités nationales.

SM le Roi Mohammed VI a choisi, sans conteste, de mettre la main sur l'origine du mal avant de détailler une feuille de route susceptible de repositionner l'insertion professionnelle des jeunes comme un chantier central du modèle de développement.

Mais dans la conception royale, remédier au phénomène endémique du chômage qui frappe un pan entier de la jeunesse passe immanquablement par une révision en profondeur du Système d'éducation et de formation. Plus précisément, il est grand temps de faire en sorte que les spécialités de la Formation professionnelle puissent répondre aux véritables besoins du marché de l'emploi et qu'elles soient en phase avec les mutations qui se font jour.

"Nous ne devons plus accepter que notre système éducatif fonctionne comme une machine à fabriquer des légions de chômeurs, surtout dans certaines filières universitaires dont les diplômés, tout le monde le sait, peinent énormément à intégrer le marché de l'emploi", insiste le Souverain.

La Nation a besoin, aujourd'hui plus que jamais, de redonner à sa jeunesse espoir, confiance et les moyens de s'épanouir : "A ce jeune, nous devons offrir du concret, particulièrement en termes d'enseignement, d'emploi, de santé et dans bien d'autres domaines", insiste le Souverain.

Cet engagement royal en direction des générations montantes s'inscrit résolument dans une vision marquée du sceau de l'égalité et de l'équité. D'autant plus que chaque citoyen doit avoir accès aux mêmes opportunités, à un enseignement de qualité et à un emploi digne.

Ce sont là autant de conditions sine qua non pour mettre un terme à la fuite des cerveaux, ces diplômés des branches scientifiques et techniques qui choisissent d'émigrer parce qu'ils manquent d'un climat favorable à la vie active, dans leur propre pays.

Partant de ce diagnostic franc et précis, le Souverain engage le gouvernement à une réflexion sérieuse sur les moyens de promouvoir un climat attractif à même d'inciter les jeunes compétences à s'installer et travailler au Maroc.

Car il est inacceptable qu'un quart des jeunes, particulièrement en milieu urbain, se retrouvent encore dans les griffes du chômage en dépit des progrès économiques obtenus ces dernières années en termes de croissance et de résilience face aux crises.

C'est justement la raison pour laquelle SM le Roi prône la mise en œuvre urgente d'une batterie de mesures, avec en premier lieu une refonte des programmes d'appui à l'emploi des jeunes dans le cadre d'une stratégie rigoureusement définie.

Revêtant une dimension globale et multi-sectorielle, la feuille de route royale tend avant tout à mieux outiller les jeunes : priorité aux spécialités en phase avec les besoins des entreprises et du secteur public, orientation précoce et requalification des étudiants.

Une grande attention doit en effet être accordée à l'étudiant, lui permettant le cas échéant de jouir de nouvelles opportunités pour faciliter son insertion socio-professionnelle.

Le tout dans une optique de réforme conciliant dispositifs concrets et mesures incitatives pour que les jeunes aient leur place en tant qu'acteurs économiques puisqu'il est question notamment de les inciter à créer de petites et moyennes entreprises. A cet égard, le discours royal met un accent particulier sur le nécessaire appui aux initiatives d'auto-emploi et de création d'entreprises sociales.

Sous cet angle, les administrations et les collectivités territoriales sont appelées à acquitter leur dû aux entreprises pour éviter les cas de faillite et les pertes d'emplois qui en découlent. "Or, comment prêcher d'exemple alors que les administrations et les institutions de l'État n'honorent pas leurs engagements en la matière ? ", s'interroge SM le Roi.

Aussi ambitieuse soit-elle, cette réforme de l'intégration professionnelle de la jeunesse ne saurait aboutir sans la mise en place de mécanismes pour l'intégration d'une partie du secteur informel dans le secteur formel.

Autant dire que le Souverain place ce chantier dans une dimension globale qui ne se limite pas au seul domaine de la formation et de l'insertion professionnelle, mais couvre également les exigences d'ouverture sur les langues étrangères et d'épanouissement intellectuel.

Source : MAP (Par Abdellah Chahboun)

Maroc Canada Info

Édition électronique du Journal "Maghreb Canada Express" "D'un Continent à l'autre"

www.maghreb-canada.ca ou maroc-canada.ca ou maroc-canada.info

Environnement

Les énergies renouvelables : intox ou réalité ?

Par Mustapha Bouhaddar

Quel changement voulons-nous ? Une transition vers un système énergétique propre, géré par le peuple, qui nous mettrait sur le chemin d'une société plus égalitaire et plus démocratique. Une société qui ne nuirait pas aux organismes vivants de notre planète, et qui assurerait des moyens de subsistance pour tout le monde. La technologie ne pourra nous l'assurer – seules les personnes peuvent le faire.

Sous la plume de Giulietta Gamberini de « La Tribune », « Les économies générées par une telle transition écologique dépasseraient les coûts induits, d'après un rapport de Greenpeace. Pourtant, le soutien public aux énergies fossiles constitue encore une importante entrave aux efforts mondiaux contre le changement climatique, dénonce l'OCDE dans un rapport publié le même jour. »

En effet, 100% d'énergies renouvelables et 0% d'énergies fossiles en 2050 ? Loin de relever de l'utopie, une telle révolution non seulement serait avantageuse en termes de coûts, mais permettrait aussi de créer des millions d'emplois. L'organisation non gouvernementale Greenpeace l'affirme dans son dernier rapport publié lundi 21 septembre, à moins d'un mois et demi de la COP21, la Conférence des Nations unies sur le climat qui doit se tenir à Paris.

L'Arabie Saoudite

D'après Arezki Amarouche, le deuxième producteur mondial de pétrole après les Etats-Unis, a désormais décidé de s'engager en faveur des énergies renouvelables. Pour eux, investir dans l'énergie solaire pourrait être un moyen de rester une puissance économique mondiale, à condition que leur consommation en or noir cesse de croître. Il est évident qu'il n'y a pas de meilleur endroit que le désert pour développer l'énergie solaire. L'Arabie Saoudite, par la voie de son ministre du pétrole, Ali al-Naimi, a annoncé vouloir arrêter l'utilisation des carburants fossiles et devenir un leader mondial des énergies renouvelables (éolien et solaire) d'ici 2040, selon le magazine The Atlantic.

Le pays du Golfe qui a basé son expansion sur le pétrole depuis 1938, tient-il réellement à préparer son avenir sans or noir et à s'engager en faveur d'une transition énergétique ?

Le plus grand parc solaire au monde

Il a en tout cas déjà commencé à miser dessus. L'Arabie Saoudite est déjà le partenaire financier et logistique du projet colossal du parc solaire marocain de Ouarzazate, situé aux portes du Sahara occidental, et dont le montant est évalué à près de deux milliards d'euros.

Ce parc en construction, qui devrait être le plus grand au monde, vise à couvrir près de 40% des besoins énergétiques du Maroc dès 2020. Avec une capacité totale de 560 mégawatts, ces panneaux solaires rentrent dans la lignée d'un programme ambitieux, qui a déjà inauguré le plus grand site éolien d'Afrique en 2014.

Le plus grand consommateur de pétrole au Moyen-Orient

"L'Arabie saoudite reconnaît qu'un jour le monde n'aura plus besoin d'hydrocarbures. Je ne sais pas quand cela arrivera, probablement en 2040, 2050 ou plus tard. Nous nous sommes donc engagés dans un programme pour développer l'énergie solaire", a indiqué M.Al-Naïmi, ministre du pétrole, lors du Business and Climate Summit de Paris à la fin du mois de mai.

Et pourtant, l'Arabie saoudite - qui compte 30 millions d'habitants - est le plus grand consommateur de brut au Moyen-Orient, et le sixième au monde. Elle consomme plus d'un quart de son pétrole, et sa consommation intérieure a augmenté de 7% en un an.

Sur la production journalière qui dépasse les 10 millions de barils, près de 3 millions sont consommés dans le pays. S'ils étaient vendus sur les marchés, ils représenteraient un gain théorique d'environ 180 millions de dollars par jour.

Cent milliards pour le nucléaire et 100 milliards pour le solaire

Il est vrai que les terres d'Arabie saoudite débordent toujours d'or noir (le premier champ découvert en 1938 produit encore). Mais sa compagnie pétrolière nationale, Saudi Aramco, est contrainte de vendre 5 dollars son baril d'or noir pour leurs usages domestiques (carburant et production d'électricité). Et tandis que la consommation interne augmente encore et encore, notamment à cause des climatiseurs, qui utilisent 70% de l'énergie entretenue par le pétrole, le royaume continue de perdre de l'argent.

L'enjeu principal pour les saoudiens, c'est donc de diminuer leur consommation. Le pays a décidé de miser sur deux technologies : le nucléaire, avec un plan de 100 milliards de dollars pour construire 16 réacteurs d'ici 2030; et l'énergie solaire, avec 100 autres milliards pour construire 41 Gigawatts de panneaux photovoltaïques en plein désert, soit l'équivalent en énergie de 25 réacteurs nucléaires.

Le royaume du wahhabite écolo ?

Les champs pétroliers qu'ils détiennent continueront à alimenter la demande mondiale, et même si le prix du baril, qui a perdu plus de 45% de sa valeur en un an, continue à baisser, l'Arabie Saoudite pourra en tirer profit. En effet, contrairement aux coûts de production du pétrole de schiste des Etats Unis qui est estimé entre 40 et 70 dollars par baril, celui du golf, ne coûte qu'environ 4 dollars à produire.

Mr. Al Naimi estime toutefois que "c'est peut-être un excellent objectif, mais cela va prendre du temps". Puisque selon lui, les énergies fossiles vont continuer de dominer nos économies jusqu'en 2050.

Maghreb Canada Express est à la Recherche de Vendeurs et de Vendeuses de Publicité

Commission allant de 15% à 25%

Et vous toucherez la commission tant et aussi longtemps que votre client affiche sa Publicité au Journal ...

Écrire à : contact@elfouladi.com

Célébration de la journée Nationale de l'Immigrant par l'APCD à Boujniba

Signature-dédicace du livre ''De Boujniba à Montréal'' sur les lieux de l'Action

Abderrahman El Fouladi

À l'occasion de la journée nationale de l'immigrant, le 10 août 2018, l'Association le Printemps pour la Citoyenneté et le Développement (APCD) de Boujniba (Maroc) avait organisé une rencontre sous le thème *"l'immigration, un levier de développement local"* qui avait réuni des natifs de cette ville dont certains vivant à l'étranger , d'autres vivant ailleurs au Maroc. Et dont plusieurs parmi eux ne ce sont pas revus depuis presque un demi siècle.

Dans son allocution de bienvenue, le président en exercice de l'APCD, M. Nabil El Koukh, souligna que l'organisation de cette activité vint rendre hommage aux compétences de cette petite ville minière aussi bien pour leurs actions sur la scène locale, que nationale ou internationale. Et d'ajouter que c'est aussi, l'occasion de célébrer la publication du livre *"De Boujniba à Montréal; Parcours du combattant d'un va-nu-pieds"* dont l'auteur, Abderrahman El Fouladi, un des enfants de cette ville vivant au Canada; a bien voulu prolonger son séjour au Maroc après les festivités ayant souligné le 19ème anniversaire de l'intronisation de SM le Roi Mohammed Vi, pour signer et dédicacer son livre sur les lieux-même de l'Action.

Après l'ouverture des débats animés par la jeune étudiante en médecine Mlle Oumaima Qassab (qui eut, en 2015, la meilleure moyenne au niveau national en baccalauréat), M. Miloud el Kharmoudi, chercheur en migration internationale et secrétaire général de l'APCD, prit la parole pour souligner que cet événement va être le début d'une large sensibilisation des compétences originaires de Boujniba qui se comptent, selon lui, par centaines à travers le Maroc et l'étranger, et ce, dans tous les domaines. Et de comparer dans son allocution Boujniba à un arbre géant qui, plus il s'élance vers le ciel, plus ses fruits tombent ailleurs !

Mais, souligna-t-il poétiquement, les oiseaux sont toujours fidèles à leur nids d'origine. Et les immigrants peuvent, en revenant, apporter une très grande contribution que ce soit par un investissement personnel direct, par un accompagnement des investisseurs de leurs pays de résidence, par des actions sociales et éducatives, en connectant les ONG locales et celles des pays de résidence et, surtout, par le transfert d'expertise dans tous les domaines, et ce, en jouant le rôle de courroie de transmission entre les pays développés et le pays d'origine .

D'autres intervenants, parmi le public, ont abondé dans le même sens; dont certains ont proposé la création de prix-méritas dédiés aux anciens professeurs (comme feu Rakib et Nabaoui) qui ont su motiver des générations.

Certains parmi les immigrants ont, quant à eux, attiré l'attention sur le fait que le Conseil de la Communauté Marocaine à l'Étranger (CCME) dans son état actuel ne permet pas une forte implication, de leur part, dans le processus de développement du pays.. Et de formuler le vœux de voir ce Conseil devenir *''Le Parlement des marocains du Monde''*. Car , une fois une loi organique le concernant , votée, il pourrait devenir le pont entre les MRE et la sphère décisionnelle : Aussi bien pour participer au développement et au rayonnement du pays que pour régler les problèmes MRE qui, somme toute, n'ont nullement besoin de présence de ces derniers au parlement pour être réglés.

La rencontre se poursuivit par la présentation du Livre *''De Boujniba à Montréal; Parcours du combattant d'un va-nu-pieds''* par M. Mourad Bitil, cinématographe et professeur de théâtre (Voir Encadré à droite de cette page) puis la soirée se conclut par la signature-dédicace de quelques dizaine de copies du livre par l'auteur.

Source : APCD

Résumé de la Présentation du livre ''*De Boujniba à Montréal; Parcours du combattant d'un va-nu-pieds*'' par M. Mourad Bitil

Moralement, ce récit, certes poignant, est surtout une leçon humaine dont beaucoup ont payé chèrement le prix

Il est aussi une sensibilisation du lecteur à l'importance de la détermination et du courage comme moyens pour réaliser des rêves des fois difficiles... relevant de l'impossible dirai-je.

Le style utilisé est un style cinématographique riche en séquences et en images; un style ou la pudeur est de mise et la légèreté peut parfois porter atteinte au thème mais l'auteur en use pour ne pas choquer le lecteur

Enfin on peut avouer que ce livre est une médiatisation pour une ville boudée par les siens et par le destin... pour ne pas dire par les officiels

On a peut être reproché à notre écrivain A. El Fouladi d'avoir exclu de son récit le volet relations amoureuses comme dans le pain nu de Mohamed Choukri. Mais El Fouladi prône la pudeur, toute la pudeur et rien d'autre que la pudeur.

Avec cette modeste intervention j'espère avoir cerné, et le contenu, et le contenant d'une œuvre oh combien riche en leçons pour les jeunes générations qui se lamentent à longueur de journée sur leur (mauvais) sort sans daigner bouger le petit doigt pour en changer le cours.

Maroc Canada Info
Édition électronique du Journal "Maghreb Canada Express" "D'un Continent à l'autre"
www.maghreb-canada.ca ou maroc-canada.ca ou maroc-canada.info

Vient de paraître

Broché. 224 pages

Couverture laminée, en Couleurs

Thème: Immigration / Histoire vécue

Prix unitaire : 9,99 $

Livraison gratuite au Québec

(directe ou par Courrier régulier de Poste Canada)

Paiement à la commande par Virement Interac ou par chèque

Infos : Tél. : 514-576-9067

Courriel : contact@elfouladi.com

PRATIQUEZ LE SPORT DU
TIR À LA CIBLE
Cours canadien de sécurité dans le maniement des armes à feu à autorisation restreinte - CCSMAFAR
Pour le tir récréatif ou pour les emplois qui exigent le port d'arme
Coût : 85 $
matériel inclus
Tél. : 514 252-3056
Sans frais : 1 888 514-7847
www.fqtir.qc.ca
Fédération Québécoise de Tir